



CHANGER

le récit,

une histoire à la fois



*Dominican
Leadership
Conference*



26 Mars 2021

Changer le récit, une histoire à la fois

Les sœurs dominicaines aux Nations Unies, accueillies par Domuni Universitas

Au nom de la Dominican Leadership Conference et des Sœurs Helena Im de Chiapas, Mexique ; Reg McKillip de Madison, Wisconsin ; Mary Tuck de Johannesburg, Afrique du Sud ; Marcela Soto, Bolivie ; Marie Monnet, Belgique ; Mme Carly Wood, Norvège ; Mme Ina Kasnija, Belgique et Domuni Universitas, j'ai le plaisir de partager les histoires des panélistes qui ont participé à notre webinar du 26 mars 2021.

L'ONG Dominican Leadership Conference représente 25 000 femmes dans plus de 100 pays ainsi que leurs partenaires en mission.

L'objectif du webinar était d'aborder le quatrième élément du thème prioritaire de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW65), celui de «l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles». Dans ce contexte est abordé également l'objectif de développement durable n°5.

Nos panélistes nous présentent et représentent des femmes qui ont vécu le processus d'autonomisation, tout en mettant en lumière les groupes qui renforcent l'autonomisation des femmes.

Leurs présentations ont donné l'occasion de réfléchir à ces histoires et nous ont permis d'échanger des bonnes pratiques.

L'événement a été modéré par Carly Wood, responsable des études en langue anglaise à Domuni, l'université internationale en ligne.

Sœur Durstyne Farnan

Sommaire

Le tambour bat dans les cœurs des anciens - Kateri Mitchell	4
Leadership féminin - Marie Monnet	6
La participation des femmes à la vie publique - Manjula Tuscano	8
Cercle des théologiennes africaines concernées - Nontando Hadebe	11
Faire valoir les droits des femmes - Laura Elizabeth Díaz Gómez	14
Conclusion - Durstyne Farnan	16

Vous pouvez retrouver le webinar en ligne en cliquant ici :

[YOUTUBE](#)

[SITE WEB DE DOMUNI UNIVERSITAS](#)

[SITE WEB DE DOMINICAN LEADERSHIP CONFERENCE](#)

Pendant le webinar, les participants ont pris part à une présentation interactive.

Vous pouvez consulter les réponses en cliquant ici :

[PRÉSENTATION INTERACTIVE](#)



Kateri Mitchell (Amérique du Nord)

Sœur Kateri Mitchell est née et a grandi au sein de la réserve Mohawk de St. Regis (Akwasasne - «là où la perdrix bat des ailes») au nord de l'État de New York, au bord du fleuve Saint-Laurent, à la frontière des provinces canadiennes du sud de l'Ontario et du sud du Québec, et possède la nationalité américaine ainsi que la nationalité canadienne. Kateri, une Sœur de Sainte Anne, est membre de la Nation Mohawk, du Clan de la Tortue, une société matriarcale et matrilineaire de la Confédération Iroquoise. Le service de Kateri en Amérique du Nord est inter-tribal et multi-culturel. Elle a été pendant 20 ans directrice générale de la Conférence Tekakwitha et a obtenu divers prix et distinctions. Kateri est titulaire de doctorats honorifiques du Anna Maria College en éducation et de l'Université de Niagara en pédagogie. Elle

a reçu le prix Dr Martin Luther King Keep the Dream Alive en 2015, le prix national Sainte Katharine Drexel pour la justice en 2010 et était la représentante officielle du président Barack Obama lors de la canonisation de Sainte Kateri en 2012. Kateri vit aujourd'hui à Marlborough, Massachusetts, et continue d'être une personne ressource pour les sujets concernant Sainte Kateri Tekakwitha, la spiritualité autochtone et d'autres sujets liés aux autochtones.

Le tambour bat dans les cœurs des anciens

Il y a des milliers d'années, le tambour battait dans le cœur de nos ancêtres sur cette terre appelée Turtle Island («île de la tortue»), habitée par les Indigènes : les premiers peuples, les gens de la terre.

Au moment de la Colonisation et au fil des siècles en raison d'une invasion très brutale de ce continent désormais connu sous le nom d'Amérique du Nord, qui englobe à la fois les États-Unis et le Canada, le battement du tambour s'est tu parce que les premiers habitants, les Indigènes, ont été dépouillés et blessés physiquement, émotionnellement, psychologiquement et spirituellement. Cela a provoqué un effet d'entraînement intergénérationnel pour les peuples autochtones, que l'on appelle aujourd'hui le traumatisme historique.

Cependant, nous ne pouvons pas laisser nos pertes et nos blessures passées détruire notre esprit intérieur, mais nous devons aller de l'avant et regarder au-delà du ciel sombre pour trouver l'espoir dans un nouveau lever de soleil.

Une fois de plus, nous entendons au loin un léger battement de tambour, car notre Créateur généreux et aimant a doté les autochtones de ce continent d'une riche diversité de centaines de tribus et de nations. Aujourd'hui encore, des centaines de tribus existent grâce aux dons particuliers de résilience et de survie qui donnent aux peuples indigènes de l'espoir pour le présent et pour les sept générations futures.

Le don de notre spiritualité, enracinée dans les relations, nous rassemble pour vivre en harmonie avec notre Créateur et toute la création. Notre relation avec la terre est notre origine en tant que peuple de la terre. Nous nous référons à la terre comme à notre mère qui nous nourrit, nous soutient et nous donne notre identité. Aujourd'hui encore, nous continuons à être connectés à elle. Nous venons de la terre et faisons partie d'elle. C'est de cette terre que nous recevons notre identité, que la vie commence. Notre relation avec la terre qui nous nourrit et nourrit toute la création nous aide à vivre en harmonie et à réaliser notre plein potentiel.

Les femmes ont un rôle particulier en tant que donneuses de vie. C'est en elles que réside notre avenir pour les sept prochaines générations. Le battement du tambour se fait de plus en plus fort grâce à cette relation avec la terre. Les femmes (arrière-grands-mères, grands-mères, mères, sœurs, tantes) sont de plus en plus fortes dans les efforts de guérison qu'elles souhaitent pour elles-mêmes, leurs enfants et leur famille. Les initiatives prises pour la guérison comprennent des cercles de guérison, l'utilisation de symboles riches, des rituels, des cérémonies, des chants, des danses, des traditions et des coutumes qui sont pratiqués et vécus dans une diversité de styles selon l'emplacement tribal et les dons naturels donnés par notre Créateur. La relation des femmes avec la Terre Mère est très sacrée. Le processus de guérison est continu

et, comme pour le labourage du sol, nous redécouvrons nos racines, notre féminité et notre but dans la vie. Le battement du tambour, semblable au battement du cœur, devient de plus en plus fort. Grâce à la parole aimante et guérissante de Dieu dans les Écritures, aux rituels et cérémonies autochtones, tels que les rites de purification, les bains de boue, les sueries, les rites de naissance et de puberté, les femmes vivent et découvrent leurs vérité et valeur propres.

En tant que croyants en un Créateur qui aime et offre des dons généreux à chaque femme, nous pouvons comparer ce phénomène à une graine plantée dans la Terre Mère. Grâce aux soins et à l'attention, nous voyons une nouvelle vie sortir du sol, et bientôt des tiges, des feuilles prêtes à s'épanouir en une jolie fleur, bientôt un jardin entier, puis de magnifiques champs de fleurs prêts à être vus par le monde entier : c'est une nouvelle génération de femmes dotées d'un esprit intérieur fort et prêtes à partager et à atteindre leur but dans la vie qui est celui de l'accomplissement de soi... Le battement du tambour alors continue.

QUESTION DE RÉFLEXION :

Comment pouvons-nous appliquer le principe de la septième génération ?



Marie Monnet, op
(Europe)

Vice-rectrice d'une institution académique et avocate

Leadership féminin

Une femme peut-elle dire « Je » ?

L'auto-affirmation n'est pas politiquement correcte. Mais, si on ne s'auto-affirme pas, comment être reconnue ? Qu'est-ce qui permet de dire « je » ? Sans traiter cette question fondamentale, rappelons que le Dieu biblique est « Je suis celui qui suis ». C'est son nom. Il s'appelle « Je suis », et même, « Je deviens ». « Je deviens » avec toi : tu vas voir qui je suis.

L'être humain a conscience de lui-même, comme un « Je suis », qui n'a pas à se justifier d'exister. Il est, et il vit, en relation avec les autres. Cette relation peut être filiale, fraternelle ou parentale : une relation de dépendance, d'égalité ou d'autorité.

Une position de leadership, d'autorité, peut se structurer dans la force et la contrainte, mais elle peut aussi s'affirmer dans le service du bien commun.

Quelle est mon expérience ?

Je suis la responsable économique de ma congrégation : je prends des décisions, j'organise des procédures, en prenant conseil et en rendant compte de manière démocratique.

Je suis vice-rectrice de l'université dominicaine Domuni : je suis dans une position privilégiée, dans la mesure où je perçois l'évolution technologique, où je mets en place de nouveaux modèles pédagogiques, administratif et donc aussi, économique.

Je suis avocate, je suis placée au cœur de procédures existentielles, à la fois techniques et très humaines, où des vies sont en jeu.

Qu'est-ce qui explique le leadership ?

Une vision et la capacité de la communiquer. Le leadership suppose des compétences et une forme de prophétisme. Il peut conduire à des abus et c'est pourquoi il doit être encadré.

Il y a un cadre institutionnel : le poste est défini, les actions sont contrôlées (reporting, à qui rendre compte ?), et la durée de la responsabilité est déterminée. Il y a un certain pouvoir, mais il s'exerce en lien avec des contre-pouvoirs.

Tout cela est vrai, que l'on soit une femme ou que l'on soit un homme.

Qu'est-ce qui change, dans l'exercice d'un pouvoir si l'on est une femme ?

Ce qui change, ce n'est pas la réalité du pouvoir mais sa perception, parce que l'humanité ne s'est pas encore habituée au pouvoir des femmes.

La relation de subordination d'un homme par rapport à un autre homme ne fait pas difficulté, mais celle d'un homme par rapport à une femme fait question. Tout comme la subordination d'un ancien par rapport à un plus jeune, ou la subordination d'un homme blanc de peau, par rapport à une personne de couleur.

Je n'apprends rien à personne en disant que la situation la plus difficile est d'être une femme, jeune, et de couleur.

Il existe aussi les dominations culturelles. Si je suis née à New York, à Paris ou à New Delhi, je suis en position de force par rapport à celle qui est née en Haïti ou au Bangladesh.

Se protéger des coups

Les faibles ont besoin du droit pour se faire respecter. C'est pourquoi les femmes, en situation de responsabilité, ont besoin d'être protégées par l'institution où elles sont engagées. Tout n'est pas permis pour les ridiculiser, les mépriser, les jalouser. Ce que l'on ne ferait pas à un homme ne doit pas être fait contre une femme. Celle-ci doit avoir les moyens juridiques de se défendre pour se protéger. Cela n'est pas facile, ni dans le monde, ni moins encore dans l'Eglise.

C'est mon principal travail comme avocate : assurer que les droits des femmes soient respectés.

Y a-t-il un modèle de leadership ?

Modèle féminin, modèle masculin, modèle humain, modèle divin ?

Il faut savoir conscience de soi. Je suis une fille de Dieu, d'un Dieu qui se présente comme étant « je suis », « je deviens ». Le Dieu qui se manifeste auprès de nous, avec nous, en nous accompagnant.

Un leadership mystérieux, discret, effacé. Un leadership qui fait confiance, qui délègue, qui se communique. Que l'on soit un homme, ou que l'on soit une femme. Le modèle est le même.

Nous pouvons entendre ces mots de l'Évangile selon saint Matthieu, au chapitre 20, verset 27 :

“ Vous le savez : les chefs des nations les commandent en maîtres, et les grands font sentir leur pouvoir. Parmi vous, il ne devra pas en être ainsi : celui qui veut devenir grand parmi vous sera votre serviteur ”

QUESTION DE RÉFLEXION :

Quelles sont les pensées que vous associez au leadership féminin ?



Manjula Tuscano (Asie-Pacifique)

Manjula travaille en tant qu'avocate pénaliste et assistante sociale. Elle a obtenu sa licence en travail social de l'Université de Bombay, ainsi que sa licence et sa maîtrise en droit législatif de l'Université M. S. de Baroda. À ce jour, Sœur Manjula a organisé près de 100 séminaires dans différents endroits pour sensibiliser les gens aux droits de l'homme et aux droits fondamentaux. Elle travaille actuellement avec une association appelée «Matruchhaya» à Gujarat, en Inde. La vision de Matruchhaya est de faire du droit à l'égalité et du droit de vivre dans la dignité humaine une réalité dans les villages du Gujarat. Manjula a sa propre cellule juridique qui permet de régler les litiges à l'amiable, en collaboration avec des ONG partageant les mêmes idées. Elle s'efforce de sensibiliser les femmes, les enfants et les jeunes aux questions juridiques.

La participation des femmes à la vie publique

Je suis Sr Manjula Dominic Tuscano OP de l'Inde. Ma congrégation est celle des Sœurs Dominicaines Missionnaires du Rosaire. Depuis 25 ans, je travaille en tant que religieuse dans mon propre pays, l'Inde. L'Inde est un pays très vaste et est un pays laïc. Mon pays compte 29 États et 7 territoires de l'Union.

La population de l'Inde est de près de 1,4 milliard d'habitants et le pays a une population féminine d'environ 663 millions. Je viens de partager avec vous quelques détails sur la population de mon pays afin que vous ayez une idée de la densité de population.

Le sujet que je souhaite aborder est **“la participation et la prise de décision pleines et effectives des femmes dans la vie publique, ainsi que l'élimination de la violence pour atteindre l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et filles”**.

J'ai une famille très aimante. J'ai sept sœurs et deux frères, en tout nous sommes dix enfants. Je remercie Dieu car il m'a donné une grande famille. Dès mon enfance, mes parents nous ont élevés, moi et mes sœurs et frères, dans les valeurs chrétiennes. On nous a appris à la maison à respecter tous les hommes et les femmes créés à l'image et à la ressemblance de Dieu et que tous sont égaux. L'éducation de mes parents m'a aidée à aller vers d'autres femmes qui n'ont pas eu la chance d'être traitées d'égal à égal.

En tant que sœur missionnaire dominicaine travaillant dans mon propre pays, œuvrer pour l'émancipation des femmes et des enfants me procure une grande joie. De par ma profession, je suis avocate pénaliste et travailleuse sociale. Actuellement, je travaille dans l'État indien du Gujarat. Je travaille dans 40 villages de deux districts de l'État du Gujarat, principalement les districts de Mahisagar et de

Kheda. Nous, les sœurs dominicaines, avons une association connue sous le nom de Matruchhaya (une ONG). Par le biais de notre association, nous sommes impliquées dans la vie des gens.

Notre objectif est de faire du droit à l'égalité et du droit de vivre dans la dignité humaine une réalité dans les villages où nous travaillons.

Pour atteindre notre objectif, nous menons de nombreuses activités dans les villages où nous travaillons. Nous sommes impliqués dans la santé, l'éducation, le développement juridique, social et professionnel des femmes et des enfants. Nous sensibilisons les femmes aux différents programmes gouvernementaux et les mettons à leur disposition. J'organise de nombreux séminaires pour les femmes et les enfants sur les différentes lois qui sont appliquées dans mon pays. La prise de conscience de ses droits permet à une personne de vivre une vie digne.

Mon engagement se situe au niveau de la base, ce qui me met face à la réalité, à savoir la discrimination des femmes, l'inégalité de traitement dans la famille ou la société, la violence domestique et même l'inégalité des salaires qu'elles reçoivent. Transmettre des connaissances a aidé de nombreuses femmes à se tenir debout et à emprunter des chemins moins fréquentés.

Je voudrais partager avec vous une histoire de réussite qui montre comment une de nos femmes a pu faire une différence dans la vie d'autres femmes.

L'histoire de Niruben :

Niruben est de l'un des villages de Balasinor Taluka.

Elle n'a pas pu passer son SSC (School Matriculation Examination). Elle est heureuse de savoir qu'elle sait lire et écrire et est fière d'être instruite. Elle a connu des moments difficiles dans sa vie de fille et de femme, ou en d'autres termes, on pourrait dire qu'elle a été opprimée et exploitée parce qu'elle est une femme. Elle a toujours cherché des personnes pour la soutenir et qui pourraient l'épauler pour faire face à ces défis. Une fois, elle est venue à l'un de mes séminaires Matruchhaya organisé pour les femmes du village et y a assisté. Elle avait beaucoup de questions à poser et a partagé brièvement certaines de ses expériences et a alors senti que quelqu'un l'écoutait. Elle a partagé avec moi en détail tout ce qu'elle vivait et s'est sentie heureuse d'être en lien avec Matruchhaya. Elle a appris à exprimer ses sentiments et ses idées et s'est sentie renforcée par les informations et les connaissances sur les droits de l'homme et les droits fondamentaux. En tant que leader communautaire, elle a continué à s'intéresser de près aux ateliers, séminaires et réunions organisés par Matruchhaya. Sa soif de connaissances l'a encouragée à rechercher les informations qu'elle voulait pour le bien-être de la communauté villageoise. Une fois qu'elle a pris conscience de ses droits et de ce qu'elle était censée obtenir, elle a commencé à diffuser ces connaissances aux autres femmes de la communauté et à les aider.

Niruben a fait preuve d'audace lorsqu'elle a dû relever des défis dans la situation actuelle de son village, sans avoir peur. Il y a quelques mois, des femmes sont allées la voir pour lui dire qu'elles avaient des problèmes d'eau dans leur village. Elle leur a dit qu'elles ne pourraient y parvenir que si toutes les femmes travaillaient en équipe, de manière unie. Elle leur a expliqué comment faire pour que leur demande soit entendue et satisfaite. Elle leur a dit qu'elle devrait représenter leur plaidoyer en écrivant des lettres et des demandes au département gouvernemental en charge de l'approvisionnement en eau. Forte de son expérience et de ses connaissances, elle a rédigé une lettre à l'intention du service d'approvisionnement en eau. Elle a demandé aux femmes d'attester leur signature mais la plupart d'entre elles ne savaient pas comment signer et ont donc attesté avec l'empreinte de leur pouce. Elle a motivé les femmes à rencontrer le chef du service de l'eau, à exprimer leur demande d'approvisionnement en eau et à remettre leur demande en personne. Niruben et les autres femmes ont quitté le bureau avec l'assurance du responsable et, en quelques jours, la question a été réglée dans le village. Dès lors, la demande des femmes a été entendue et le problème de l'approvisionnement en eau a été résolu.

Les femmes ont un grand pouvoir pour changer le monde et y instaurer l'égalité.

À Matruchhaya, en tant qu'avocate qualifiée, j'ai lancé une cellule juridique. Avec l'aide de nombreux avocats, nous touchons de nombreuses familles dans différentes sociétés. Par le biais de la cellule juridique, nous suivons les méthodes alternatives de résolution des conflits (ADR). Notre rôle principal étant de réduire les coûts et de promouvoir des règlements rapides et abordables. La plupart du temps, lorsque notre cellule est saisie d'une affaire, nous prêtons attention au client. L'aspect le plus important dont j'ai fait l'expérience est que nous écoutons les clients très attentivement et avec sympathie. Cela permet de donner confiance à ceux qui viennent nous voir. Ensuite, nous les conseillons de différentes manières afin qu'ils comprennent toutes les méthodes de règlement extrajudiciaire des litiges.

J'ai aidé de nombreuses femmes à accéder à la justice dès le premier contact. En tant que sœur dominicaine, mon engagement dans le domaine juridique a aidé de nombreuses familles à se réunir et à vivre une vie heureuse.

QUESTIONS POUR LA RÉFLEXION :

- 1] Croyez-vous que les femmes sont des agents du changement ?**
- 2] Ne devrions-nous pas donner à toutes les femmes, où qu'elles soient, les moyens d'acquérir des connaissances juridiques ?**



Nontando Hadebe (Afrique)

Nontando Hadebe est maître de conférences à temps partiel au St Augustine College et chargée de recherche au Département de théologie historique et constructive au sein de la Faculté de théologie et de religion de l'Université de l'État libre, à Bloemfontein, en Afrique du Sud. Elle est membre de plusieurs organisations, dont le Cercle des théologues africaines concernées et Catholic Women Speak. Elle a notamment reçu la bourse d'International Fellowship de la Jesuit School of Theology de l'université de Santa Clara, en Californie, et une bourse Fulbright Scholar-in-Residence à l'Emmanuel College de Boston. Elle est à la fois une professionnelle et une chercheuse dans les domaines du genre, de la sexualité, de la spiritualité africaine

et de l'écologie et a écrit des articles et des chapitres de livres publiés sur ces sujets. Actuellement, elle participe à des programmes avec ONU Femmes (SA) et SACC afin de donner au clergé les moyens de lutter contre la violence fondée sur le genre et avec FOCCISA afin de faciliter la formation au dialogue entre le clergé et les personnes LGBTI. En outre, elle anime une émission de radio hebdomadaire avec Radio Veritas (station de radio catholique).

Cercle des théologues africaines concernées

“ ‘Wathinta abafazi wathinti mbokodo’ :
si tu frappes une femme, tu frappes une
roche. ”

Je commence ma présentation par une chanson chantée par des militantes de toutes les races en 1956, lors de la première marche des femmes pour la libération en Afrique du Sud. Nous voyons ici des femmes défier les lois du pays et demander l'abolition des lois sur les laissez-passer, ce qui était une confrontation directe avec le gouvernement d'apartheid. Cette marche des femmes a été le fer de lance de la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud.

Avant cela, une puissante femme, Mbuya Nehanda, est apparue au Zimbabwe pour résister au régime colonial lors du premier mouvement de résistance, également appelé Chimurenga, en 1896-7.

Wangari Maathai, la première femme africaine à recevoir le prix Nobel. Son histoire illustre le pouvoir, la résilience et la capacité d'action des femmes africaines. Elle ne se doutait pas qu'en lançant un projet de plantation d'arbres en réponse à la dégradation de l'environnement qui causait des souffrances chez les femmes rurales, qu'elle prendrait la tête d'un mouvement qui s'attaquerait à la corruption politique et qu'elle serait victime d'abus pour finalement réaliser ses rêves de planter des millions d'arbres et d'avoir des groupes de femmes indépendantes défendant leurs droits.

En 1989, professeur Mercy Amba Oduyoye a fondé le Cercle des théologiennes africaines concernées avec un groupe de femmes phénoménales. Le Cercle a porté la lutte pour l'égalité des femmes dans les domaines théologiques et culturels qui ont toujours été interdits aux femmes !

Les femmes ne se contentaient plus de rester à l'arrière de l'église ou sur la touche pendant que la vie des femmes était violée et que cette violation était justifiée au nom de la culture et de la religion.

Le Cercle, composé de théologiennes, a décidé de transformer la théologie et la culture à travers les histoires des femmes ; celles-ci sont devenues la lentille pour juger ce qui était libérateur et oppresseur dans leurs deux religions. Les femmes ont participé à la libération de leurs nations mais se sont retrouvées marginalisées par la culture et la religion.

Les constitutions des pays et les lois sur l'égalité et la non-discrimination, ainsi que les autres droits à la vie, à la sécurité et à la santé, garantissaient aux femmes leurs droits légaux en tant que citoyennes mais elles ne pouvaient pas en profiter à cause de la religion et de la culture.

Le Cercle s'est lancé dans une recherche basée sur les histoires de femmes afin de remettre en question les pratiques culturelles et les croyances religieuses qui marginalisent et maintiennent le statut inférieur des femmes par rapport aux hommes, ce qui est en d'autres termes appelé « le patriarcat ».

Bien que le Cercle se soit inspiré de la théologie féministe, il a voulu être indépendant afin de pouvoir commencer par des histoires de femmes africaines qui mettent les femmes africaines au centre de la théologie. Il y avait tant à faire - elles ont adopté une approche narrative, sont allées à la rencontre des femmes et les ont écoutées. Elles ont été

confrontées à la violence sexiste, à des pratiques culturelles oppressives et à des possibilités de leadership limitées que cela soit dans l'église ou la société. Dans les églises où elles sont majoritaires, elles sont dirigées par des hommes et cela est interprété comme la volonté de Dieu à laquelle elles ne doivent pas résister mais se soumettre. Dans leurs foyers, nombre d'entre elles ont été confrontées à des abus et à la violence, et on leur a raconté la même histoire : « Tais-toi, obéis à ton mari, qu'as-tu fait pour le contrarier, reste, c'est la volonté de Dieu pour toi ! »

Les théologiennes ont contesté, recherché et résisté à l'utilisation de la culture et des Saintes Écritures comme armes pour opprimer, marginaliser et justifier toutes les formes de violence contre les femmes. Elles ont exposé la violence dans les Saintes Écritures à travers des histoires de femmes violées, par exemple Tamar a été violée par son demi-frère (Deuxième Livre de Samuel, Chapitre 13). Son histoire avec la violence, cachée à de nombreuses femmes, est devenue le cri de ralliement de la campagne Tamar pour résister à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et en particulier à la justification par les textes religieux. Les femmes ont trouvé des ressources, des histoires de femmes fortes et puissantes dans les Écritures qui sont devenues des modèles de résistance et d'action pour les femmes. Les femmes ont réapproprié les textes sacrés pour elles-mêmes et pour leur libération.

Aujourd'hui, nous observons la même chose avec la Covid-19 : les femmes sont à nouveau confrontées à des niveaux élevés de violence de la part de leurs partenaires intimes dans le monde entier. La fermeture d'espaces sûrs et des organisations œuvrant pour la protection des femmes a laissé des femmes sans protection et certaines ont été

tuées par leurs partenaires. La Covid est désormais considérée comme une double pandémie de maladie et de violence à l'égard des femmes et des filles. Les femmes continuent d'être marginalisées par la pauvreté et la sécurité alimentaire, signe de systèmes sociaux et économiques injustes qui maintiennent les femmes au bas de l'échelle sociale.

Le Cercle est préoccupé par la vulnérabilité des femmes tout au long de leur vie, de la naissance à l'adolescence jusqu'à l'âge adulte et le troisième âge. Les femmes relèvent ces défis en tant que libératrices, en assistant à la montée en puissance des organisations masculines qui réfléchissent sur le patriarcat, la suprématie et les privilèges des hommes, et qui trouvent les moyens de soutenir les femmes dans leur lutte pour la valorisation de leur dignité.

Les jeunes femmes sont d'une importance cruciale, tout comme les petites filles, d'où le travail de Memprow qui se concentre sur ce groupe et renforce les capacités, la force, la résilience et l'indépendance afin de réduire la vulnérabilité des femmes.

Pour résumer, la vie des femmes en Afrique est représentée par le pot à 3 pattes qui symbolisent :

- la Culture
- la Constitution
- le Christianisme/ la Religion

Les pattes ne sont pas identiques et sont inégales, ce qui crée une crise d'identité et de droits pour les femmes. L'objectif du Cercle est de s'attaquer à cette crise de la vie des femmes et de faire en sorte que la culture et la religion deviennent des ressources libératrices pour les femmes, c'est-à-dire que les trois pattes du pot soient également engagées dans l'égalité, la libération et l'épanouissement des femmes.

QUESTION DE RÉFLEXION :

Est-il possible d'équilibrer les trois C (Culture, Constitution, Christianisme) ?



Laura Elizabeth Díaz Gómez

(Amérique latine)

Laura Elizabeth Díaz Gómez est avocate et défenseur des droits des femmes. Elle travaille au Centre des droits des femmes du Chiapas (Centro de Derechos de las Mujeres de Chiapas), au Mexique.

Faire valoir les droits des femmes

Je m'appelle Laura Elizabeth Díaz Gómez. Avocate et défenseur du Centre des droits de la femme du Chiapas.

La violence à l'égard des femmes a été présente dans toutes les sociétés et à travers toutes les époques ; les femmes ont été réduites aux seuls travaux domestiques, à l'éducation des enfants, à la couture, au lavage, etc. Actuellement, nos droits sont encore limités dans différents domaines (éducation, travail, social, politique, etc.) ; même s'il est vrai qu'il existe des lois étatiques, nationales et internationales qui protègent et garantissent nos droits humains, en pratique, ces droits ne sont pas reconnus.

La lutte des femmes est contre les idéologies misogynes des autorités, mais aussi contre ceux qui considèrent que les hommes et les femmes ne sont pas égaux en droits, contre ceux qui considèrent que la violence contre les femmes est une affaire privée, contre les stéréotypes et les préjugés qui jugent le comportement et l'accomplissement des rôles des femmes en tant que telles, contre ceux qui conditionnent les femmes à reconnaître, ou non, leurs droits, et contre ceux qui dénigrent ou

discréditent les actions des défenseurs des droits humains des femmes.

Au niveau personnel, il m'a été difficile d'accéder aux études universitaires ainsi qu'au monde du travail en raison des stéréotypes imposés par la société elle-même, qui ne vous permet pas de choisir librement la profession qui vous plaît, ou qui ne vous permet pas d'accéder à des emplois qui ont été réservés uniquement aux hommes.

Au Centre, j'ai trouvé l'espace que je cherchais, où il y a des femmes qui ont aussi dû lutter pour leurs propres droits. Ma première prise de contact avec cet espace a eu lieu lorsque j'ai commencé à accompagner des femmes indigènes et paysannes qui subissent différents types de violence (physique, verbale, psychologique, émotionnelle, économique, sexuelle, patrimoniale et féminicide). Je constate également une discrimination et une exclusion dans leur accès à la justice par les organismes officiels et dans leurs espaces communautaires. Cela s'accompagne d'un manque de perspective de genre et de droits de l'homme de la part de toutes les autorités qui sont régies par un système patriarcal et des stéréotypes de genre,

de classe et d'ethnie, ce qui viole le respect et la dignité dus aux femmes.

Face à cette situation, les femmes que j'ai accompagnées ont dû faire valoir leurs droits et ont défendu leurs positions (en examinant leurs dossiers, en parlant aux autorités et en participant activement aux procédures, etc.) Elles sont devenues des défenseurs et n'ont pas eu besoin de savoir ni lire ni écrire ; elles ont vaincu la peur, elles ont lutté contre leur propre injustice et celle des autres femmes, elles ont appris à connaître leurs droits et ensemble nous avons appris à identifier les pratiques culturelles et idéologiques qui entravent notre accès à une vie digne, nous avons rendu visible et dénoncé la violence que nous vivons.

La formation dépend de chacune d'entre nous et tout au long du chemin, nous parvenons à un accord, en construisant des espaces de soutien émotionnel où nous partageons nos préoccupations et nos volontés ; nous cherchons à transformer la violence, la douleur et la peur en mécanismes qui permettent la non-répétition de cette violence au sein de notre famille, de notre communauté et de notre espace urbain, à partir de nos expériences de vie et de notre quotidien, en changeant notre position de victimes en femmes dotées d'une pleine autodétermination, en nous remplissant de dignité pour faire valoir nos droits. C'est pourquoi nous pensons qu'il est important de partager notre expérience de lutte et le travail que nous réalisons afin qu'il puisse être poursuivi.

Nous nous sommes organisées en formant des réseaux de soutien, des collectifs et des groupes. Certaines d'entre nous l'ont fait à partir de leurs connaissances en tant que tisserandes, cheffes de famille, paysannes, indigènes, métisses, mères, filles, petites-filles, épouses, professionnelles, responsables de la famille et de la terre mère et même en tant que transmettrices du savoir ancestral de génération en génération.

Pour nous, le droit d'accès à la terre est la base de l'exercice d'autres droits humains tels que le droit à l'alimentation, à la santé, à la participation et à la justice. Nous cherchons à ce que les femmes puissent accéder et assumer des positions communautaires, qu'elles soient reconnues comme membres d'une communauté et participent aux

espaces de décision communautaires avec tous les droits reconnus, qu'elles soient reconnues pour les contributions qu'elles ont apportées en tant que soutien familial à partir des travaux de culture, de production et de soins, à partir de la vision d'un régime foncier familial et dans la défense du territoire.

Je voudrais terminer ma participation par les témoignages de deux femmes que j'ai accompagnées :

“ **La tâche est très grande, et le travail est très dur. Mais nous sommes plus fortes et en nous organisant et en marchant avec d'autres femmes, nous atteignons nos objectifs. Nous devons faire en sorte que les autorités nous reconnaissent, non seulement parce que nous avons des preuves dans des documents ou des blessures sur nos corps, mais aussi parce que nous défendons nos droits avec nos mots et notre voix, non seulement pour notre propre bénéfice, mais pour le bénéfice des autres aussi.** ”

“ **Nous nous sommes soulevées en tant que femmes parce que nous subissons des violences qui nous tuent. Nous avons le droit de vivre libres et tranquilles. C'est pourquoi nous ne devons pas oublier de continuer à nous battre pour nos vies et pour les droits que nous avons en tant que femmes.** ”

QUESTION DE RÉFLEXION :

Au-delà de la mise en œuvre de politiques culturellement adaptées, comment promouvoir la capacité des femmes à prendre des décisions concernant leur propre corps et à exprimer leurs besoins et leurs intérêts dans les différentes sphères de décision (famille, communauté) sans continuer à reproduire les idéologies socioculturelles qui discriminent et excluent les femmes de leurs droits ?

Conclusion

Nous tenons à remercier chaleureusement Dr Nontando Hadebe, Sœur Marie Monnet, Laura Elizabeth Díaz Gomez, Sœur Manjula Tuscano et Sœur Kateri Mitchell pour avoir partagé avec nous leur sagesse, leurs compétences et leur compassion. Leur dévouement et leur engagement en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles élargissent les espaces permettant aux femmes de progresser et de prendre leur place dans la société.

Nous sommes profondément reconnaissants à l'Université Domuni pour toute son aide dans la préparation et présentation de ce webinar. Domuni a fourni la plateforme, les supports de communication et les interprètes pour notre événement.

Durstyne Farnan

Sœur Durstyne est originaire du sud-ouest du Michigan, d'une petite ville appelée St. Joseph située au bord du magnifique lac Michigan. Elle a rejoint la congrégation du Très Saint Rosaire en août 1965.

Elle a obtenu sa licence de l'université de Siena Heights et sa maîtrise de la Simmons School of Social Work de Boston. Elle a enseigné au niveau primaire et secondaire et a exercé un ministère pastoral dans le centre-ville de Chicago.

De 1974 à 1980, elle a vécu au Ghana, en Afrique occidentale, au Kenya et en Afrique orientale. Son ministère consistait à travailler avec des communautés religieuses indigènes dans le cadre de leurs programmes de formation initiale. Après avoir obtenu sa maîtrise, elle a travaillé, de 1986 à 1996, comme assistante sociale en psychiatrie dans deux hôpitaux du Michigan et avait une petite clinique privée de thérapie individuelle et familiale.

De 1996 à 2008, elle a été directrice du bureau de la mission mondiale, de la justice et de la paix pour les sœurs dominicaines de la congrégation du Très Saint Rosaire. Elle a été la première directrice du bureau de la congrégation. Son ministère consistait à travailler avec les sœurs qui se préparent au ministère international et à superviser les questions de justice identifiées par la congrégation et la famille dominicaine nord-américaine.

Ces questions varient de l'Irak à la sauvegarde de la Création. De 2005 à 2008, elle a été nommée par les Sœurs Dominicaines Internationales à Rome pour être la co-promotrice de Justice et Paix pour les Sœurs et Frères Dominicains d'Amérique du Nord. En tant que dominicaine, elle a beaucoup voyagé. Elle s'est rendue à Taiwan, au Liban, en Syrie, en Jordanie, en Palestine, en Israël, en Irak, en Afrique du Sud, au Kenya, en Zambie, au Malawi, au Zimbabwe, au Togo, au Bénin, au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et en Europe.

Après trois ans en tant que promotrice de justice auprès de deux congrégations franciscaines, Durstyne a été nommée représentante de la Dominican Leadership Conference auprès de l'ONU en octobre 2019 à New York.

Je voudrais conclure avec les mots de la lauréate du prix Nobel de la paix 2014, Mme Malala Yousafza.

“**Nous ne pouvons pas réussir si la moitié d'entre elles est brimée. Nous demandons à nos sœurs dans toutes les régions du monde de faire preuve de bravoure – de puiser la force qui est en elles et de prendre conscience du potentiel qui est le leur.**”
– Malala Yousafza

Merci de nous avoir rejoints. Portez-vous bien.

Sœur Durstyne Farnan



Souhaitez-vous partager vos réflexions ou votre propre histoire ?

Veillez écrire à carly.wood@domuni.eu